



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

Portant rectification de deux erreurs matérielles contenues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2025 relatif à la mise en œuvre du projet de modernisation et d'agrandissement du site exploité par la société SERMIX sur la commune de Loudéac.

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 29 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2025 portant autorisation environnementale de la société SERMIX sur la commune de Loudéac ;
- Vu** les erreurs matérielles contenues dans les articles 1.1.4 et 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2025 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2025 susvisé contient des erreurs matérielles ;

Considérant la nécessité de rectifier ces erreurs matérielles ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

Article 1^{er} :

a) L'article 1.1.4 « Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs » est modifié comme suit :

Les articles de l'arrêté préfectoral du **26 décembre 2007** susvisé ne s'appliquent plus à l'entreprise SERMIX et sont remplacés par les articles du présent arrêté.

b) le tableau de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » est modifié comme suit :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
4001	Installation présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle du cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionné au II de l'article R. 511-11		-	Autorisation Seuil haut
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité susceptible d'être présente dans l'établissement étant 1. supérieure ou égale à 100 t	Stockages de matières premières et produits finis	300 t	Autorisation seuil haut
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant 1. supérieure ou égale à 200 t	Stockages de matières premières et produits finis	500 t	Autorisation seuil haut
2260-1-a	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage , pulvérisation, trituration, granulation , nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels [...] 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a. supérieure à 500 kW	Usine de fabrication	600 kW	Enregistrement
Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2515-1-a	1.Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierre, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a. supérieure à 200 kW	Usine de fabrication	1437 kW (prémix)	Enregistrement
1510-2-b	Entrepôt couvert (installation pourvue d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à	•tour prémix : 14 000 m ³ •tour minéraux : 8000 m ³ expéditions vrac : 3500 m ³	108 000 m ³	Enregistrement

	500 t) [...] 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c. supérieure ou égale à 50 000 m ³ mais inférieure à 900 000 m ³	•partie usine : 43 700 m ³ •magasin stockage de produits finis : 20 000 m ³ •stockage des matières premières et auvent : 18500 m ³		
2910-A-2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est de : 2. supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	sécheur SHUGGI : 2,4 MW	2,4 MW	Déclaration avec contrôle périodique

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2025 restent inchangées.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Loudéac et peut y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Loudéac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Société **SERMIX** et transmise au maire de **Loudéac**.

Saint-Brieuc, le **16 JAN. 2026**

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,



Georges SALAÜN